

Demande déposée le 30/10/2024 et complétée le 27/11/2024 Affichage récépissé dépôt de dossier : 30/10/2024	
Par :	Monsieur MARION Pierre-Michel
Demeurant à :	484 route de Feurs 42600 SAVIGNEUX
Sur un terrain sis à :	72 Route de Bonson 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT 279 AH 76, 279 AH 77
Nature des Travaux :	Division en vue de construire – 1 lot

N° DP 042 279 24 M0363

Le Maire,

Vu la déclaration préalable présentée le 30/10/2024 par Monsieur MARION Pierre-Michel,
Vu l'objet de la demande :

- pour Division en vue de construire – 1 lot
- sur un terrain situé 72 Route de Bonson 42170 SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
Vu le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme
Vu l'arrêté Préfectoral N° DT-11-005 du 07 février 2011 portant sur la mise à jour du classement sonore des voies routières du département de la Loire,
Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation du fleuve Loire (PPRNPI) en date du 23 novembre 1998
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023, **Zone : U2**

Vu le certificat d'urbanisme n° CU 042 279 24 M0099 en date du 31/10/2024,

Vu l'avis Favorable de la SAUR pour l'Association Syndicale Autorisée Saint-Rambert en date du 04/11/2024

Vu la consultation d'ENEDIS en date du 30/10/2024

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau en date du 31/10/2024

Vu l'avis Favorable avec prescriptions de Loire Forez agglomération - service eau potable en date du 31/10/2024

Vu l'avis Favorable avec prescriptions du Conseil Départemental - Service Technique Départemental Forez Ondaine en date du 04/11/2024

A R R E T E

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

Article 2 : Les prescriptions émises par Loire Forez agglomération - service cycle de l'eau, Loire Forez agglomération - service eau potable et le Conseil Départemental dans les avis ci-joints, devront être strictement respectées.

Article 3 : L'autorisation est délivrée sous réserves de créer deux stationnements sur le lot A.

Article 4 : Compte-tenu de l'étroitesse de la voie d'accès du lot à bâtir et de sa longueur, un seul logement pourra être autorisé sur ce lot.

Article 5 : Le projet nécessite la réalisation d'aménagement sur la voie (marquage au sol, suppression de places de stationnement, abaissé de trottoir, etc...). Ces travaux seront à la charge du pétitionnaire.

Article 6 : Les prescriptions contenues dans le règlement de la zone Blanche du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation, ci-joint devront être strictement respectées.

Article 7 : Le demandeur est informé que le terrain concerné se trouve en totalité (ou en partie) à l'intérieur d'un secteur affecté par le bruit d'une voie classée en catégorie 4 et en tissu ouvert (ou rue en U). Cette situation impose en cas de construction nouvelle à usage d'habitation des prescriptions d'isolation acoustique particulières dont la définition incombe au constructeur.

SAINT-JUST-SAINT-RAMBERT, le 29 novembre 2024
Le Maire,
Olivier JOLY



Observations :

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1941, article 14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : L'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Taxe d'aménagement : pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 01/09/2022, une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Biens immobiliers ».